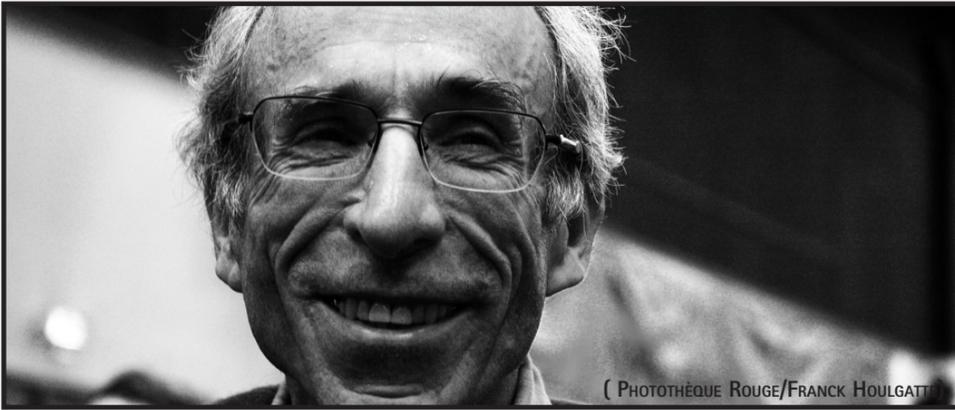


M 04249 - 38 - F: 1,20 €



(PHOTOTHÈQUE ROUGE/FRANCK HOULGATT)

Dernière minute page 12

# Hommage à Daniel Bensaïd, disparu le 12 janvier

# TOU

HEBDOMADAIRE DU **NPA** NOUVEAU PARTI ANTICAPITALISTE

14 JANVIER 2010 | N°38 | 1,20€ | WWW.NPA2009.ORG

# est à nous!

## GUADELOUPE

# MOBILISATION CONTRE LE TORPILLAGE DES ACCORDS



(REUTERS/STR New)

La manifestation de Pointe-à-Pitre a réuni 20 000 manifestants, exprimant la colère de la population face au non-respect des engagements pris par l'État après la grève générale de 2009.



Depuis des mois, des articles, des reportages et des déclarations d'élus locaux stigmatisent le LKP, le collectif qui a dirigé la grève générale l'an dernier, comme responsable de la dégradation de la situation sociale et économique, une menace pour l'ordre public, en perte de

vitesse et profondément divisé. Depuis des semaines, par pure intimidation, des camions entiers de gendarmes se déploient spectaculairement sur les routes et les axes stratégiques des villes. Ils attendent manifestement des incidents et tentent de créer un sentiment de peur et d'insécurité.

Malgré cela, une nouvelle fois, un cor-

tège de 20 000 manifestants s'est déployé samedi 9 janvier dans les rues de Pointe-à-Pitre à l'appel du LKP. Cortège varié, combatif, parfaitement organisé qui réunissait les syndicats, les associations de locataires et de handicapés et les mouvements culturels et artistiques.

SUITE DE L'ARTICLE EN PAGE 3

## RÉGIONALES LE NPA EN CAMPAGNE

Dans le contexte de la crise économique et du rejet populaire de la politique de Sarkozy, les élections régionales du 14 et 21 mars sont un enjeu important. Le vote pour les conseillers régionaux est l'occasion de rejeter la politique nationale de la droite et d'indiquer la nécessité, au niveau régional, d'entamer une politique de rupture avec la gestion libérale des fonds publics. **LIRE PAGE 3.** Le point sur la composition des listes NPA pour les régionales : **LIRE PAGE 11**



(PHOTOTHÈQUE ROUGE/BABAR)

## USA YEMEN NOUVELLE SALE GUERRE

Après l'attentat raté contre le vol Amsterdam-Detroit, l'administration Obama a décidé d'étendre le front de sa « guerre contre le terrorisme » au Yémen et à la Somalie, pays considérés comme stratégiques. Même s'il n'est pas encore question d'envoyer massivement des militaires américains, des frappes militaires ciblées ont déjà commencé. Le soutien américain va permettre au président du Yémen de combattre ses oppositions. **LIRE PAGE 8**

## PIMKIE LUTTE CONTRE UN EMPIRE

Près de Lille, à Pimkie, une entreprise de prêt-à-porter dépendant du groupe familial Mulliez, les employés, dont les postes sont supprimés, ont bloqué leur entreprise pendant dix-neuf jours afin d'obtenir de meilleures indemnités de licenciement. Une lutte exemplaire dans le froid et le dos au mur, qui aurait pu aller plus loin si certains responsables syndicaux n'avaient pas signé un accord avant de consulter les grévistes. **LIRE PAGE 5**



édito

Par **Coralie Wawrzyniak**

## COUP D'ENVOI : 21 JANVIER !

**L**a CGT, la FSU et Solidaires appellent à descendre dans la rue le 21 janvier pour manifester contre les attaques portées aux services publics et à la fonction publique. Eh oui, 2010 s'annonce déjà comme une année de tous les sacrifices ! Selon Sarkozy et ses sbires, l'État dépense trop. D'ailleurs, le gouvernement organisera deux conférences nationales sur le fameux déficit, probablement l'une en janvier, l'autre en avril pour trouver des « solutions ». Ministres et experts se pencheront sur le sujet dans le but de « sortir de la spirale des déficits et de l'endettement », mais nul besoin de conférence pour savoir quel plan ils vont nous concocter. Encore et toujours des suppressions de postes et toujours les mêmes qui vont trinquer ! Alors que plus de 100 000 emplois ont déjà été supprimés dans la fonction publique d'État depuis 2007, le gouvernement entend poursuivre ses contre-réformes ! Hôpital, poste, éducation, culture, protection sociale, retraites, EDF, SNCF... les attaques se multiplient, et il y a fort à parier que nos services publics ne s'en sortiront pas indemnes. En poursuivant la libéralisation des services publics au détriment de l'intérêt général, des agents et fonctionnaires et des usagers, l'État devient maintenant le premier licencié ! Donnons de la voix à nos luttes en remettant en cause la fameuse révision générale des politiques publiques (RGPP) qui fut un outil de « réorganisation » aux conséquences particulièrement néfastes sur les conditions de travail et la qualité du service rendu. Opposons-nous à la suppression de la taxe professionnelle et au projet de réforme territoriale, ne laissons pas Sarkozy porter ce coup fatal au service public ! Pour le NPA, cette journée de mobilisation devrait permettre la convergence des mobilisations avec toutes celles et tous ceux qui ne veulent pas abandonner les services publics à leur mort programmée. Préparons ensemble et dès maintenant cette manifestation afin de montrer au gouvernement que les personnels organisent déjà une vraie résistance et ce, dans tous les secteurs !

**20 JANVIER, NPA, TULLE.** Réunion publique *Leur crise, Nos emplois. Analyse et propositions du NPA.* RV à 20 heures, CCS, salle Amériques, 38 avenue Alsace-Lorraine, à Tulle.

**21 JANVIER, CINÉ-DÉBAT, ATTAC.** Ciné-Débat organisé par Attac 78 Nord et la LDH les Mureaux, avec Annie Lacroix-Riz, professeur d'histoire contemporaine et Gilles Manceron, de la Ligue des droits de l'homme. Projection de *Walter, Retour en Résistance*, de Gilles Perret. RV à 20 heures au Cinéma Frédéric-Dard, Les Mureaux (entrée 5 Euros).

**21 JANVIER, FONCTION PUBLIQUE.** Journée d'actions et de manifestations pour la défense de la fonction publique et des services publics, à l'appel de la CGT, de la FSU et de Solidaires.

**22 JANVIER, AMÉRIQUE LATINE.** Conférence-débat « Crise du

néolibéralisme, mouvements sociaux et alternatives politiques en Amérique latine » animée par Franck Gaudichaud, maître de conférences à l'Université Grenoble 3.

RV à 20 heures, Salle Agrippa-d'Aubigné, 14 boulevard de Broesses, Dijon. Contact : attac21@gmail.com

**22 JANVIER, LA BRÈCHE, SIGNATURE.** Michel Lequenne, trotskiste historique, est dans l'impossibilité de séparer sa vie des livres qu'il a lus. Il nous livre avec ces *Mémoires* le parcours initiatique dans le monde du savoir d'un homme engagé dans la transformation du monde. Autodidacte, réfractaire au STO, terrassier, il devient résistant et trotskiste. Puis il entre dans l'édition où il pratique tous les métiers : secrétaire, comptable, correcteur, traducteur, lecteur, écrivain... Spécialiste de

Christophe Colomb, son apport historique est devenu incontournable. Ses engagements marxiste, révolutionnaire et surréaliste sont l'œuvre de toute une vie. Michel Lequenne présentera et signera son livre le mardi 22 janvier dès 18 heures à la librairie La Brèche, 27 rue Taine, M°Daumesnil, Paris 12<sup>e</sup>.

**22-23 JANVIER, SOCIÉTÉ LOUISE MICHEL, SAINT-DENIS.** *Puissances du communisme (de quoi le communisme est-il le nom ?)*. Rencontre organisée en partenariat avec le département de philosophie de l'Université Paris 8 et les revues *Contretemps* et *Lignes*. RV de 9 heures à 18 heures. Entrée libre dans la limite des places disponibles. Pour tout renseignement : societelouisemichel@free.fr

**23-24 JANVIER, AFGHANISTAN.**

Mobilisation populaire dans toute la France pour exiger du gouvernement qu'il renonce à envoyer des soldats en Afghanistan et pour exprimer notre solidarité avec le peuple afghan, en premier lieu avec ceux et celles qui se sont réfugiés en France. Manifestation à Paris le dimanche 24 janvier, en vue de la Conférence du 28 janvier, à Londres.

**28 JANVIER, NPA, PARIS.** Réunion publique « Un an d'existence du NPA en France et dans notre arrondissement, les enjeux des élections régionales, le logement, les transports, la poste, les luttes sociales... » avec Alain Krivine. RV à 19h30 au patronage laïque, 72 avenue Félix-Faure, Paris 15<sup>e</sup>, M° Boucicaut, Bus 62.

À SUIVRE SUR  
[www.npa2009.org](http://www.npa2009.org)

regards



Laurent Sedel (DR)

## HÔPITAUX LES MÉDECINS DANS LA LUTTE

*De nombreux médecins ont démissionné suite à la nouvelle contre-réforme de l'hôpital public, dénonçant la casse des services publics. Parmi eux, Laurent Sedel, chef de service à l'hôpital Lariboisière, à Paris.*



**D**ans quelle logique s'inscrit la réforme de l'hôpital public ?

Il y a déjà plusieurs années que les différents gouvernements ont décidé que la santé ne serait plus prise en charge par la solidarité nationale. Il y aurait un système avec une prise en charge individuelle plus importante, ce qui veut dire que seul les plus favorisés y auront accès. Ceux qui ne peuvent payer bénéficieront d'une forme de charité. On tend donc vers un système que je connais très bien pour y aller souvent : le système américain, celui dont justement Obama veut se débarrasser. Les seuls qui ont une idée très claire des choses sont les milieux financiers. Les assureurs en particulier ont très bien compris qu'il y avait du gras. En France, on dépense environ 11 % du PIB dans la santé, aux États-Unis 15 à 16 %, donc il y a 4 à 5 % du PIB à gagner, le calcul est assez simple pour eux. Ils procèdent par touches comme pour les soins dentaires et les lunettes, marchés qu'ils ont déjà pris en main. Ils bénéficient d'un soutien du gouvernement sous pression d'un lobby financier, comme par exemple le forfait hospitalier qui avait augmenté de 4 euros. Ici dans mon service, la journée coûte 1 500 euros. Que représente donc ces 4 euros ? Ils permettent aux assureurs de venir dire au gouvernement « vous nous étranglez, il faut donc augmenter les primes ». Au final, les assurés payent de plus en plus et sont de moins en moins remboursés. J'ai un exemple d'un collègue américain – que j'aime citer car c'est ce vers quoi nous arrivons avec ces réformes – qui, après deux jours d'hospitalisation pour un malaise cardiaque s'est vu réclamé 122 000 dollars. L'assureur rembourse 30 000 dollars ; seul recours pour un meilleur remboursement : la plainte. Ce collègue américain m'explique souvent que la différence entre nos deux pays, c'est qu'en France la santé est un droit et aux États-Unis un luxe. On tend vers ça. Le convergence public-privé est un des points préoccupants de la réforme. Pour nous, c'est totalement irréaliste. Ces réformes sont faites par des personnes qui ont une totale méconnaissance de l'hôpital public et des CHU<sup>1</sup>. On a besoin de temps pour former du personnel. Il est certain

que lorsque j'assiste un interne lors d'une opération, ça prend plus de temps qu'un chirurgien expérimenté. Tout cela est du temps incompressible. Car dans le privé on en vient à fonctionner comme des assureurs et plus comme des médecins. On sélectionne le rentable et on laisse au public le reste. C'est le système américain, l'hôpital public est un hôpital de charité pour pauvres où l'on garde également les opérations onéreuses compliquées. Ce qui, à terme, ne réduit pas le coût de l'hôpital public, contrairement à ce que l'on nous raconte. Mais dans le privé les prix vont flamber.

**Pourquoi, après avoir « joué le jeu » de la création des pôles, avez-vous démissionné en avril 2009 et bon nombre de vos collègues menacent-ils de faire de même ?**

Le pôle est une création de l'avant-dernière loi. Cette loi avait une certaine pertinence puisqu'elle réintroduisait un pouvoir médical. Dans les pôles, on a associé un cadre administratif, un cadre de santé afin de réfléchir ensemble aux changements ou réorganisations possibles. Ici nous avons réfléchi tous ensemble, tout le personnel a été réuni plusieurs fois et nous avons réussi à faire quelques changements. On a par exemple créé un métier : un régisseur de bloc qui coordonne tous les intervenants d'un bloc opératoire (une dizaine) pour être plus efficace. Résultat, notre activité a augmenté de 10 % par an, passant de 2 200 à 3 000 malades opérés. Tout le monde dans les équipes a participé à ce changement : aides soignants, infirmières, etc. Mais la dérive comptable, comme je l'appelle, est intervenue. Le trésorier général, Éric Woerth, nous a dit que nous dépensions toujours trop en personnel et qu'il allait falloir réduire la voilure. C'est ainsi que vers le mois d'avril, on m'a demandé de supprimer sept postes. Alors que notre activité avait augmenté sans moyens supplémentaires, un intéressement avait été prévu par la loi permettant une prime et donc du salaire en plus, ce que nous n'avons pas eu. J'ai donc décidé de démissionner.

1. Centres hospitaliers universitaires

interview en version longue sur  
[www.npa2009.org](http://www.npa2009.org)



(PHOTO THÉOQUE ROUGE/ESTEBAN)

Propos recueillis par Thibault Blondin



# ÉLECTIONS RÉGIONALES TOUT CHANGER, RIEN LÂCHER

Les élections régionales, le 14 et 21 mars, dans un contexte de crise majeure du capitalisme, seront l'occasion de rejeter la politique du gouvernement et d'affirmer la nécessité d'une politique d'urgence, en rupture avec le capitalisme.

**L**n France, comme ailleurs, les prétendus plans de relance n'ont d'autre objectif que d'augmenter les profits des capitalistes.

Gouvernement et patronat multiplient les attaques contre les salariés par des licenciements et la régression du pouvoir d'achat. Loin de répondre à la crise, ils l'aggravent en la faisant payer au monde du travail. À cette crise économique s'ajoute la crise climatique d'une gravité exceptionnelle. C'est le capitalisme qui en est responsable, un système économique basé sur la recherche du profit, se moquant autant de la préservation de l'environnement que du travail et de la santé des hommes. On ne peut lutter contre le réchauffement climatique sans mettre en accusation le capitalisme qui pille les richesses naturelles sans souci de l'avenir. C'est ce que les chefs d'État n'ont bien sûr pas voulu faire au sommet de Copenhague. L'urgence sociale et l'urgence climatique se rejoignent. Pour répondre à la pauvreté, aux inégalités croissantes, au défi écologique, il faut amorcer une véritable rupture avec le capitalisme.

Elle ne pourra se faire sans une large mobilisation de la population, dans un « tous ensemble » de luttes. Mais notre vote aux élections régionales doit servir à sanctionner ceux qui défendent depuis des décennies le capitalisme comme seul avenir possible.

Le bilan de Sarkozy, après deux ans et demi, est édifiant : bouclier fiscal pour les riches, privatisation de la poste, autonomie des universités, recul des libertés, du droit à la santé, du pouvoir d'achat, chasse aux sans-papiers, retour d'un climat nauséabond sous couvert d'identité nationale, etc. Depuis 2004, 20 régions métropolitaines sur 22 sont



gérées par le PS, allié au PCF et aux Verts. Elles devaient être des contre-pouvoirs à la droite en menant des politiques en faveur de la population. On n'en a pas vraiment vu la couleur. Des subventions sont largement distribuées aux entreprises privées même si elles ont licencié ou fermé leurs sites. Sans sanction ni récupération de l'argent public. Les lycées privés sont parfois subventionnés au-delà des obligations légales. Les transports de proximité ne sont toujours pas gratuits et parfois privatisés. La gauche gestionnaire ne cherche pas à changer les

structures inégalitaires de la société. En s'adaptant au capitalisme, elle finit par mener des politiques proches de la droite. Si les conseils régionaux n'ont pas les pouvoirs de contrecarrer les politiques des multinationales et du gouvernement, ils pourraient néanmoins dès aujourd'hui être un cadre de lutte pour la défense des intérêts des classes populaires, un point d'appui pour des mobilisations. Pour le NPA, ces élections sont l'occasion de permettre aux travailleurs et aux classes populaires de dire qu'ils en ont assez des politiques de la

droite au gouvernement ou de la gauche libérale dans les régions. L'occasion de faire entendre le refus de payer la crise et de se donner des porte-parole faisant entendre leurs exigences, leurs droits. Elles permettront au NPA de populariser un programme d'urgence pour les travailleurs face à la crise et à la faillite des politiques libérales. Tout en œuvrant à l'unité du monde du travail et de ses organisations dans les luttes pour changer le rapport de forces.

Sandra Demarcq

## GUADELOUPE

SUITE DE LA PAGE 1

Il étaient déjà plus de 25000, le 27 novembre, pour exiger l'application pleine et entière de l'ensemble des dispositions de l'Accord Bino et du protocole d'accord du 4 mars 2009, l'arrêt de la répression antisyndicale, la poursuite des négociations sur les autres points restant à examiner après le mouvement de 2009.

Le LKP appelait alors « l'ensemble des travailleurs et le peuple de Guadeloupe à rester mobilisés et à se préparer à descendre dans les rues à la moindre hausse des prix des carburants ». Hausse dont on connaît d'avance les principales conséquences : augmentation générale des prix et pression sur les salaires.

Et c'est bien ce qui s'est produit le 30 décembre, veille du réveillon, lorsque le gouvernement a décidé en catimini une augmentation de 4 centimes du prix du carburant. Cela fait 10 centimes de hausse, après celle de 6 centimes du 16 septembre contre laquelle le LKP a déposé un recours, car il semble que le Préfet n'ait légalement pas le droit de fixer par arrêté le prix des carburants.

Aucun des engagements de l'État prévus dans le protocole du 4 mars n'a été tenu : remboursement des sommes abusivement prélevées par la Sara (filiale de Total) dans un fonds pour la formation professionnelle des jeunes, mise en place d'une taxation sur le volume réel de carburants livré aux distributeurs (effet température), suppression des taxes abusives et notamment de la taxe « passage en dépôt », remboursement des 3 millions d'euros versés à la Sara par les collectivités en décembre 2008, mise en place d'un véritable service public d'approvisionnement et de distribution des carburants garantissant un produit de qualité au meilleur coût et le maintien des emplois dans le secteur des produits pétroliers, restructuration des services de répression des fraudes quant au contrôle des prix et aux sanctions des dérives constatées.

Au lieu de faire payer la Sara, l'État lui a au contraire versé, en juillet, 44 millions d'euros pour compenser « les pertes occasionnées par la baisse de l'essence » et lui a accordé un crédit de 50 millions supplémentaires. Une véritable provocation qui s'ajoute à l'ensemble des revendications non satisfaites, du fait du non-respect des accords signés par l'État, en tout premier lieu l'augmentation de salaire de 200 euros que 50000 travailleurs devaient percevoir et dont 30000 risquent d'être exclus.

Il est donc tout à fait légitimement que le LKP a appelé à la première manifestation de samedi 9 janvier, tout en déposant un préavis de grève à partir du même jour.

Cela signifie-t-il un appel à la grève générale à partir du 20 janvier, date anniversaire du déclenchement de la grève générale de 2009, comme *Le Parisien* en a attribué les propos au dirigeant du LKP, Élie Domota? Non, Élie Domota et le LKP ont dénoncé cette manœuvre qui participe à une campagne visant à décrédibiliser et diviser le LKP.

Pour l'heure, le LKP appelle à renforcer la mobilisation, dans les quartiers, à la campagne et dans les entreprises, en vue d'une inéluctable reprise de la grève générale si le gouvernement ne tient pas compte de ces avertissements.

Alain Castan

## et aussi

**UNANIMISME.** Lorsqu'une personnalité décède, il est malvenu d'en dire du mal. Soit. Mais, cette solide tradition justifie-t-elle la masse des louanges qui vient de s'abattre sur Philippe Séguin? Passons sur les références forcées – et passablement hypocrites – du personnel politique de droite à « l'homme de convictions » et au « gaulliste social ». Mais fallait-il vraiment que la gauche, de Martine Aubry à la rédaction de *l'Humanité*, communique dans l'hommage au « grand serviteur de l'État »? N'oublions pas qu'avant d'animer la campagne pour le non (de droite) au traité de Maastricht, Philippe Séguin avait été ministre du Travail lors du premier gouvernement de cohabitation, en 1986. Sa première mesure emblématique a été la suppression de l'autorisation administrative de licenciement. On attend toujours les créations d'emplois promises par le patronat en échange. Viennent ensuite les premiers projets de travail de nuit pour les femmes, d'annualisation du temps de travail, de dérogations au code du travail par accord d'entreprise ; puis la limitation des

remboursements pour longue maladie, mesure frappant principalement les personnes âgées. L'État que servait Philippe Séguin n'était décidément pas au service des couches populaires...

**EN FRANCE, LES EXILÉS EN DANGER.** Une soixantaine de réfugiés afghans dorment dans la rue, près du canal Saint-Martin à Paris. Certains sont mineurs, certains sont là depuis des mois. Ils ont fui leur pays en guerre et la plupart viennent de régions contrôlées par les talibans. Devant l'urgence créée par la vague de grand froid et le manque de places d'hébergement, l'association Emmaüs et les Enfants de Don Quichotte ont pris l'initiative d'ouvrir un établissement privé pour les recevoir pendant une semaine. La situation est la même aux alentours de Calais où beaucoup d'exilés pourchassés grelottent sans abri. Besson a été obligé de réagir et a eu le culot de dire que les associations qui ont pris cette initiative étaient mal informées. Se préparant à de nouvelles expulsions, sous la pression de la mobilisation, il fait

semblant de découvrir la loi qui impose d'accueillir tout demandeur d'asile ou mineur étranger.

**HÔPITAL BRADÉ.** L'ARH (agence régionale de l'hospitalisation) de Midi-Pyrénées, en guise de bonne année, a informé l'hôpital de Decazeville (Aveyron) de sa décision de ne plus financer l'unité de soins continus et de réanimation, ce qui revient à la fermer! Le prétexte invoqué par l'ARH est le manque de sécurité du service et son faible taux d'activité... En 2009, le service de réanimation était rempli à plus de 75%, comment alors affirmer qu'il puisse mettre en danger la sécurité des patients? La fermeture de la réanimation provoquera inévitablement celle de la chirurgie lourde et de la maternité, car sans ce service, les soins et la surveillance délicate que nécessitent les pathologies les plus sévères ne pourront plus être assurés à Decazeville. Le personnel hospitalier et la population commencent d'ores et déjà à se mobiliser pour le maintien de tous les services de soins de l'hôpital de Decazeville!



# ÉDUCATION NON AUX ÉVALUATIONS NATIONALES

Après la résistance de nombreux enseignants au « soutien » censé résoudre la difficulté scolaire, le projet d'évaluations nationales en CM2 et CE1 a probablement été l'élément de trop qui cristallise le reste.

## EN JANVIER 2009,

Xavier Darcos, alors ministre de l'Éducation nationale, annonçait son nouveau projet d'évaluations-bilans nationales en CM2 et CE1. L'affichage public était de faire passer à tout le monde au même moment (une semaine en janvier pour les CM2, une autre en mai pour les CE1) le même examen.

On pouvait bien sûr penser que cette mesure n'était qu'un « détail », comparée aux 50 000 suppressions de postes d'enseignants en cinq ans, la disparition programmée des réseaux d'aide (Rased) et le concours externe dont le nombre de postes est passé de 11 059 en 2002 à 6 577 en 2010. Pourtant, ces évaluations posent trois problèmes : elles sont fondées sur les programmes 2008 qui avaient été largement contestés par les enseignants quelques mois plus tôt lors d'une « consultation nationale » organisée par le ministère lui-même. Le système de notation ne donne pas le droit à l'erreur, soit tout est bon et c'est un point, soit c'est 0, qu'il y ait une ou cinq erreurs, cette pratique allant à l'encontre des usages quotidiens dans les classes où l'on évalue les progrès des élèves, indépendamment de leur niveau. Enfin, en réponse à l'augmentation des salaires revendiqués également par les enseignants, une prime de 400 euros était la « récompense » à l'organisation des évaluations.

30% des enseignants ont refusé de rentrer dans le moule, en boycottant les évaluations ou ne faisant pas remonter les résultats. La machine ainsi enrayée n'a pu permettre au ministère de faire de statistiques fiables. Pourtant, cette année encore, le processus est remis sur les rails. Là encore, de nombreux enseignants tenteront de résister malgré des pressions hiérarchiques de plus en plus fréquentes. Le NPA soutient les 200 enseignants qui ont déjà lancé un appel contre ces évaluations et défend qu'il faut, partout où c'est possible, tenter d'organiser leur boycott.

Néanmoins, ces luttes locales, partielles, n'ont à aucun moment trouvé d'échos et de relais de la part des directions syndicales qui ont systématiquement refusé les mots d'ordre de boycott à l'échelle nationale. Nous avons été nombreuses et nombreux en juin à constater le « gâchis » de la mobilisation au regard des opportunités qu'offraient les grèves de janvier et de mars. Toutes les mobilisations éparpillées doivent aujourd'hui trouver les moyens de se coordonner, de converger.

Le 21 janvier, la grève dans la fonction publique devra être l'occasion de porter nos revendications sectorielles, mais aussi les revendications salariales et le refus de la privatisation latente de l'ensemble des services publics. Mais cette journée seule ne nous fera pas gagner. Il faut durcir la mobilisation par la grève reconductible en s'appuyant, notamment dans l'Éducation nationale, sur des équipes militantes mobilisées et le mouvement dans les universités.

Cette journée de grève se déroule la semaine des évaluations des CM2 pour le premier degré, une semaine après la journée d'actions contre la réforme des lycées dans le secondaire et une dizaine de jours avant la manifestation nationale de l'Éducation, le 30 janvier. Nous avons donc là une possibilité de construire la mobilisation, de lui donner quelques perspectives, mais en premier lieu, et même si c'est une évidence, pour être nombreuses et nombreux à tenter de construire un mouvement durable, nous devons convaincre qu'il faut être massivement en grève le 21 janvier.

Armelle Pertus

# PÔLE EMPLOI UN AN APRÈS...

Pôle Emploi, pour son premier anniversaire, présente un bilan catastrophique de sa fusion entre l'ANPE et l'Assedic. Cette réorganisation (désorganisation ?) se fait bien évidemment au détriment des demandeurs d'emploi.



Sous les ordres de Sarkozy – pour qui le regroupement de l'ANPE et de l'Assedic est une priorité, la direction de Pôle Emploi clame par tous les moyens que la fusion est désormais effective. À défaut de pouvoir mettre en place, sur tout le territoire, les « sites mixtes » (un seul lieu regroupant les personnels ex-ANPE et ex-Assedic), la direction mise sur « l'accueil commun », un lieu d'accueil unique pour les chômeurs mais qui oblige les agents à se partager entre deux sites. Le traitement des demandes d'allocation attendra... Entre les discours de propagande de la direction et la réalité, il y a donc un fossé. Au Pôle Emploi de Garges-lès-Gonesse, inauguré le 30 novembre dernier, le site mixte est depuis fermé pour absence de chauffage...  
Voulant désamorcer un « syndrome France Télécom »

(plusieurs tentatives de suicide ces derniers mois parmi le personnel de Pôle Emploi sur toute la France), la direction a envoyé aux agents un questionnaire relatif aux risques psycho-sociaux, auxquels la moitié des salariés a répondu. Le résultat est sans appel : un stress grandissant, une dégradation des conditions de travail liés entre autres aux consignes contradictoires constatée par 61% des agents et une pression exercée en hausse...  
Le premier jour d'ouverture de Pôle Emploi, le 5 janvier 2009, avait été marqué par une première grève. Une seconde suivait trois jours plus tard. Le 20 octobre dernier, 40% du personnel se déclaraient grévistes, suite à un appel national à la mobilisation. Face à ce mouvement, les directions syndicales ont été incapables de proposer une suite à cette journée, les regards étant plutôt tournés vers les premières élections professionnelles de Pôle Emploi.

Malgré tout, les mouvements locaux se sont multipliés. En Bretagne, la grève a été reconduite dans la foulée du 20 octobre. Plus récemment, des collectifs se sont montés sur la région Île-de-France et ont entamé des grèves dont certaines ont duré plusieurs jours : quatre jours à Clichy-la-Garenne, deux jours à Créteil ou à La Courneuve, etc.  
Ces grèves sont plutôt défensives puisque les collectifs revendiquent essentiellement des conditions de travail correctes, en termes de locaux et/ou d'effectifs. Mais face aux agents, la direction affiche un mépris total en jouant le pourrissement. Ainsi, au quatrième jour de grève, le personnel de Clichy a dû « s'inviter » à une réunion du Comité d'établissement pour pouvoir (enfin) rencontrer le directeur régional. Certaines de ces grèves ont mis en évidence une prise de conscience : une seule journée ne suffit pas à gagner, même

partiellement. D'un autre côté, ces grèves isolées pointent l'absence d'un appel intersyndical national : faire converger ces luttes dans la perspective d'une grève qui dépasse la simple journée d'action.  
Ce mouvement d'ampleur et durable devra aussi se faire en lien avec les associations de chômeurs et de précaires, victimes de la même politique. Malheureusement, ce soutien des deux côtés n'est pas une évidence mais c'est cette perspective qu'il faut défendre pour gagner. C'est le sens d'une déclaration commune regroupant les associations et les syndicats SNU-FSU et SUD. Le comité NPA Pôle Emploi soutient cette déclaration.

**NPA Pôle Emploi**

Contact : [raslepole@voila.fr](mailto:raslepole@voila.fr)



## et aussi

**LA POSTE, UN BIEN PUBLIC PRIVATISÉ.** Le vote final sur le changement de statut de La Poste devait avoir lieu à l'Assemblée nationale mardi 12 janvier. Ce service public devient une société anonyme qui pourra avoir maintenant sans entraves le même comportement que n'importe quelle entreprise de droit privé. L'énorme mobilisation des usagers (2,3 millions de signatures à la votation) et celle des postiers n'ont pas fait reculer le gouvernement qui s'est contenté de promettre que les capitaux entrants resteront publics. Des engagements similaires pris pour France Télécom, EDF et GDF n'ont pas été tenus. Le gouvernement dit vouloir préparer La Poste à la directive postale européenne qui prévoit l'ouverture totale à la concurrence, incluant les lettres de moins de 50 grammes, en 2011. Avec son nouveau statut, comme ses concurrents, La Poste ne s'intéressera plus qu'au courrier rentable, celui des grosses agglomérations. Elle accentuera les fermetures de bureaux ruraux et la réduction de personnel. C'est bien le service public qu'ils veulent assassiner.

**ÉLITISME.** Peut-on diversifier le recrutement des « grandes écoles » sans remettre en cause leur fonction primordiale : assurer la reproduction sociale de la poignée de grands décideurs qui, en France, règne sur l'économie et l'appareil d'État, de pères en fils ? Cette question secoue aujourd'hui les milieux de la droite française. Sarkozy et son gouvernement souhaitent que chaque grande école se fixe comme objectif d'accueillir 30% de boursiers. Afin, disent-ils, de revivifier l'idéal d'ascension sociale sur lequel repose « la méritocratie républicaine ». Horreur absolue pour la Conférence des grandes écoles qui a immédiatement agité le spectre d'un système de « quotas » aux conséquences funestes en termes de « baisse du niveau » ! Ce véritable cri du cœur révèle sans fard égoïsme et mépris de classe à l'état pur... Mais il est une question – pourtant salubre – que ni les « modernistes » ni les conservateurs ne posent : la suppression de ces « fabriques de chefs », grands et petits !



# Nos emplois, pas leurs profits!

## PHILIPS DREUX PRENDRE EN MAIN LA PRODUCTION POUR SAUVER L'EMPLOI

En réponse à la fermeture économique de leur entreprise, les salariés de Philips à Dreux (Eure-et-Loir) ont repris la production de téléviseurs, rappelant qu'une usine peut fonctionner sans patron.

ENFIN UNE TÉLÉ QUI NE RACONTE PAS QUE DES CONNEXIÉS...



**L**outue météo, ce vendredi 8 janvier: la neige encombre toutes les routes départementales et l'usine Philips semble assoupie au milieu d'une plaine du Jura. Pourtant, dès qu'on entre au réfectoire, l'ambiance est plus chaude. Depuis le début de la semaine, les salariés du site ont repris la production de téléviseurs que la direction laissait s'éteindre dans l'attente de la finalisation du plan de sauvegarde de l'emploi (PSE) prévue pour fin janvier. C'est au cours des assemblées qu'ils tiennent à 5 heures et à 9 heures du matin, lors des prises d'équipe, que les salariés ont décidé de poursuivre la production. Les téléviseurs produits sont stockés sous bonne garde. Par leur action, les salariés montrent qu'ils n'ont besoin de personne pour produire.

Mais, si la direction est d'abord restée discrète, dès lundi 12 janvier elle a convoqué des huissiers et mobilisé quelques « responsables » pour dire clairement que cette reprise d'activité était illégale. Pourtant c'est plutôt la direction de Philips qui est dans l'illégalité: la direction départementale du travail a démontré sans peine que la fermeture du site n'a aucune justification économique autre que l'externalisation pour réduire les coûts de production par la diminution des salaires et la détérioration des conditions de travail. Lors de la mise en place du PSE, la direction n'a pris en compte qu'une unité juridiquement fantôme pour justifier les difficultés économiques et n'a donc pas respecté le périmètre de consultation des institutions représentatives du personnel et a même « oublié » des salariés dans le dé-

compte des postes à supprimer! Mais il n'est pas sûr que ces patrons voyous acceptent de revoir leur copie si facilement. Si les travailleurs de Philips prouvent qu'ils sont capables de produire sans patrons, les patrons ne renonceraient pas si facilement aux profits qu'ils espèrent toujours plus juteux grâce à la délocalisation. Alors, qu'ils s'en aillent et que l'État mette en place un secteur électronique grand public capable de répondre aux besoins de la population. Gageons que, forts de leur expérience, les travailleurs de ce site sauront y défendre leurs salaires et leurs conditions de travail! Mais pour atteindre cet objectif, nous devons œuvrer à la construction d'un rapport de forces bien plus favorable aux salariés de Dreux. La solidarité doit se construire

localement, régionalement et nationalement par la rencontre et l'échange avec les salariés d'autres entreprises en lutte. Organisations syndicales, politiques et associatives doivent répondre à l'appel au soutien de l'assemblée des travailleurs de Philips. Dès jeudi 14 janvier, notre soutien et notre solidarité doivent prendre de l'ampleur, à partir du rassemblement organisé à la préfecture de Chartres (derrière le Conseil général), à 10 heures, pour crier bien fort que les richesses, c'est nous qui les produisons et que nous pouvons nous passer des patrons.  
**Camille Prunet**



**RELAXE POUR LES CONTI.** Mercredi 13 janvier, nouveau jugement devant la cour d'appel d'Amiens pour les six salariés de Continental, condamnés en novembre 2009 à des peines de trois à cinq mois de prison avec sursis [à l'heure où nous publions, nous ignorons encore le verdict]. Ils avaient participé avec leurs collègues à la manifestation à la sous-préfecture de Compiègne au printemps 2009, contre la fermeture du site et la suppression de 1 120 emplois. Ils risquent de voir leurs peines aggravées et d'être condamnés à verser de fortes sommes d'argent. C'est le retour de la loi anti-casseurs qui instituait une responsabilité individuelle pour des actions et manifestations collectives. Ainsi, l'État et le gouvernement tentent de faire condamner des travailleurs qui, par leur mobilisation, n'ont fait que défendre leurs emplois. Ils luttent contre la violence des patrons qui détruisent des emplois pour augmenter les profits, sans se soucier des conséquences: travailleurs et travailleuses au chômage, familles dans la misère.

**SANOFI, UN VACCIN CONTRE LA CRISE: L'AUGMENTATION DE NOS SALAIRES.** Depuis la mi-décembre, les salariés de plusieurs sites du groupe Sanofi sont en lutte pour des augmentations de salaires. L'ambiance est tendue et les salariés vigilants car la direction du groupe a commencé à mettre en œuvre un vaste plan de restructuration pour réduire les coûts de production, c'est-à-dire en supprimant des centaines d'emplois notamment dans le secteur Recherche et Développement. 150 euros pour tous est la revendication qui unifie les mouvements sur les différents sites. Mais l'inertie des organisations syndicales, après plusieurs semaines de grève pour certains, rend nécessaire de passer rapidement à un traitement plus radical. La manifestation du jeudi 14 janvier à partir de 11h30 du palais omnisports de Bercy au siège de Sanofi, 174 rue de France (Paris 13<sup>e</sup>) doit être l'occasion de relancer un mouvement général sur l'ensemble du groupe.

## PIMKIE FAIRE CASQUER MULLIEZ

**PENDANT** dix-neuf jours, du 19 décembre au 6 janvier, jour et nuit, sept jours sur sept, malgré les températures négatives et la neige, les salariées, majoritairement des femmes, se sont relayées sur les piquets. Après l'annonce de 190 suppressions de postes, elles ont lutté pour arracher des indemnités de départ conséquentes face aux miettes proposées par la direction.

Des années durant, Pimkie a engrangé les bénéfices. La société fait partie du groupe Mulliez, qui n'a jamais connu la crise (première fortune de France selon le magazine *Challenges*) et possède aussi Auchan, Décathlon, Flunch et tant d'autres. C'est pourquoi, si l'annonce de la suppression de 190 postes a été souvent accueillie avec résignation, la proposition d'une indemnité de 10 000 euros, plus 550 euros par année d'ancienneté, a été ressentie comme une insulte provocatrice par toutes les salariées.

Au même moment, les salariées de Xanaka, autre enseigne de prêt-à-porter du groupe, basée elle aussi à Neuville-en-Ferrain, confrontées également à un plan de suppression de 100 emplois, arrachaient, après trois jours de grève et de blocage, 20 000 euros de prime et 2 400 euros par année d'ancienneté. C'est cet exemple qui a lancé le mouvement des Pimkie et nourri leur détermination à « faire casquer l'empire des Mulliez ».

Elles ont multiplié les initiatives pour occuper le terrain et médiatiser leur lutte: opération escargot sur l'autoroute, manifestations devant les magasins de Lille, visite à Estaimpuis (Belgique), petit paradis fiscal où une grande partie de la famille Mulliez s'est installée pour échapper au fisc français.

La lutte a rencontré la sympathie et le soutien de nombreux syndicats et partis de gauche mais aussi de dizaines d'anonymes qui ont soutenu financièrement les grévistes et leur ont rendu visite sur les piquets, notamment le soir des réveillons de Noël et du Jour de l'an.

Après dix-neuf jours de grève, la direction proposait 20 000 euros et 1 000 euros par année d'ancienneté alors que les salariées réclamaient respectivement 35 000 et 2 400 euros ainsi que le paiement des jours de grève. Au même moment, les représentants socialistes du conseil régional montaient au créneau pour... proposer de financer une partie des congés de reconversion et une « plateforme de mobilité professionnelle » pour les salariées licenciées, manière d'exonérer le groupe Mulliez de ses responsabilités et d'utiliser l'argent public pour accompagner ses mauvais coups!

Avant même que les grévistes aient pu se prononcer sur la proposition de la direction, les délégués CFDT et FO se sont empressés de signer, contrairement aux engagements pris devant l'assemblée générale. Seule la représentante de la CGT est restée fidèle à cet engagement en refusant d'appeler à la reprise du travail, malgré les pressions et les menaces de la direction.

Aurait-il été possible d'arracher plus? Sans doute. Le sentiment de ne pas être allé jusqu'au bout des possibilités du mouvement, alors que bien des grévistes étaient déterminées à continuer, est partagé par de nombreux salariées. Le comportement de l'intersyndicale a pesé dans le choix des grévistes qui se sont prononcées à 76 voix contre 38 pour la levée des piquets. D'autre part, le changement de l'heure de la dernière assemblée générale a privé une cinquantaine de salariés de leur droit d'expression. La fatigue accumulée, l'intransigeance et le chantage d'une direction paternaliste et cynique ont fait que les grévistes n'ont pas pu reprendre directement en main la direction de leur lutte et continuer, malgré la colère et l'amertume suscitées par l'attitude de certains représentants syndicaux.

Reste que, grâce à leur détermination, les Pimkie ont arraché à la direction le double de ce qui était proposé initialement et que l'expérience accumulée sera précieuse pour toutes les salariées qui ont participé à cette lutte.

**Raymond Adams**

# LES MÉDIAS

**Une chose trop sérieuse pour être confiée aux capitalistes et à l'État**

## Les médias

constituent à la fois un secteur parmi d'autres de l'économie et un élément clé de la domination capitaliste. Possédés et gérés par de grands groupes industriels et financiers – Dassault, Bouygues, Lagardère, etc. – ou par l'État, ils constituent pour la classe dirigeante un moyen d'imposer les questions dont il importe de débattre à tel ou tel moment (identité nationale, insécurité, etc.), d'en occulter bien d'autres et de distribuer la parole à des « éditocrates » proches des pouvoirs en place (Attali, BHL, Adler, Val, etc.).

La classe capitaliste ne parvient pourtant qu'imparfaitement à faire passer sa propre conception du monde pour une vision universelle, du fait de mobilisations qui réussissent parfois à s'inviter dans le débat médiatique, de la ténacité critique de certains journaux ou journalistes (Denis Robert ou d'autres), mais aussi de la nécessité de maintenir l'illusion du pluralisme à travers l'apparition dans les médias – marginale il est vrai – de mouvements ou d'individus contestant l'ordre établi. Le NPA non seulement combat la réduction de l'information à une marchandise mais, plus précisément, lutte pour que le contrôle de la presse ne soit plus une prérogative des capitalistes et du gouvernement. Pour cela, il faut abolir la propriété privée des moyens d'information et instaurer – dans le secteur des médias comme dans l'ensemble du secteur public – un pouvoir des travailleurs et des usagers, seul moyen de créer les conditions d'un véritable pluralisme et d'une indépendance réelle de la presse à l'égard de tous les pouvoirs.

## MÉDIAS AUX ORDRES ET CONCENTRATION

Le contrôle des moyens d'information est à ce point crucial pour la reproduction de la domination capitaliste que Sarkozy, en commis fidèle du grand patronat, a fait des médias l'un de ses principaux objets de « réforme ».

L'action du gouvernement s'est d'abord traduite dans des mesures visant à assurer un contrôle plus strict sur la direction des médias « publics ». Depuis la loi promulguée en mars 2009, c'est ainsi au président de la République qu'il revient de nommer directement le président de Radio France, de France Télévisions et de l'Audiovisuel extérieur de la France qui fédère

RFI, TV5Monde et France 24.

La deuxième dimension de cette politique consiste – comme l'ont montré les « États généraux de la presse écrite » (dominés par les patrons de presse) – à satisfaire les intérêts des grands groupes de presse en proposant d'assouplir les règles en matière de concentration de la presse et en favorisant ainsi l'avènement de grands groupes multimédias.

**Le gouvernement actuel s'applique chaque jour, en restreignant l'indépendance des rédactions des médias nationalisés, à nous rappeler que secteur public ne veut pas dire service public, et qu'il est urgent non seulement de contester la propriété privée des médias mais d'imposer un contrôle des travailleurs et des usagers sur le secteur public d'information.**

## LICENCIEMENTS ET PRÉCARITÉ

L'année 2009 se termine sur un très mauvais bilan pour l'emploi dans la presse écrite, l'audiovisuel, les agences, la distribution, etc. Comme dans les autres secteurs de l'économie, les grands groupes propriétaires de médias et l'État ont restructuré à tour de bras, au prétexte de la crise.

La « réforme » de France Télévisions se traduira par des centaines de suppressions d'emplois ; les salariés de RFI sont toujours en lutte contre le dépeçage imposé par le ministère des Affaires étrangères ; dans les grands groupes de la presse magazine (Emap, Prisma, Lagardère Active-Hachette Filipacchi), les patrons ont ouvert des « guichets départs », mis en place des plans de licenciement rampants qui se traduisent par le non-renouvellement des contrats de dizaines de salariés en CDD ou la diminution du volume des piges des journalistes les plus précaires, tout en externalisant une partie des activités.

La presse quotidienne nationale (dernier en date, *Le Parisien*) ne fait pas mieux, de même que la presse régionale qui restructure, licencie et abuse des contrats atypiques, tels ceux des correspondants locaux de presse qui n'ont même pas droit au statut de salariés. Endémique, la précarité joue pleinement son rôle d'amortisseur selon les vœux des patrons de presse : éviter des plans de licenciement trop voyants, augmenter la productivité des journalistes, employés, ouvriers et techniciens qui doivent compenser le départ des précaires (ceux-ci assurent de 30% à 80% du travail selon les formes de presse).

**Ces derniers mois, la riposte contre les licenciements n'a pas été à la hauteur et l'intégration des précaires se fait attendre. Malgré quelques mouvements, à Hachette par exemple, ou récemment à l'AFP, les intégrations se font au compte-gouttes. Unifier et remobiliser tout le salariat des médias contre les licenciements et contre la précarité est l'une des tâches urgentes de l'heure.**

## UN SERVICE PUBLIC DE L'INTERNET

Un service public garantissant un usage démocratique du réseau Internet doit donner à chacun les moyens de se connecter et ne pas laisser le marché structurer l'offre de contenus, en particulier dans le domaine de l'information.

Une particularité de l'Internet, le faible coût de publication, a en effet favorisé l'escamotage du débat en semblant faire de la toile un pur espace de liberté et de gratuité. Chacun peut ainsi construire sa page personnelle et les groupes associatifs ou militants ont la possibilité (formelle) d'accéder à la visibilité sur Internet. Mais derrière cette illusion de gratuité et de pluralisme se dissimulent les conditions économiques nécessaires pour publier un média sur Internet susceptible d'atteindre un public large.

Pour mettre en ligne un site attractif et riche en contenus, il faut en effet un système de publication et des outils perfor-

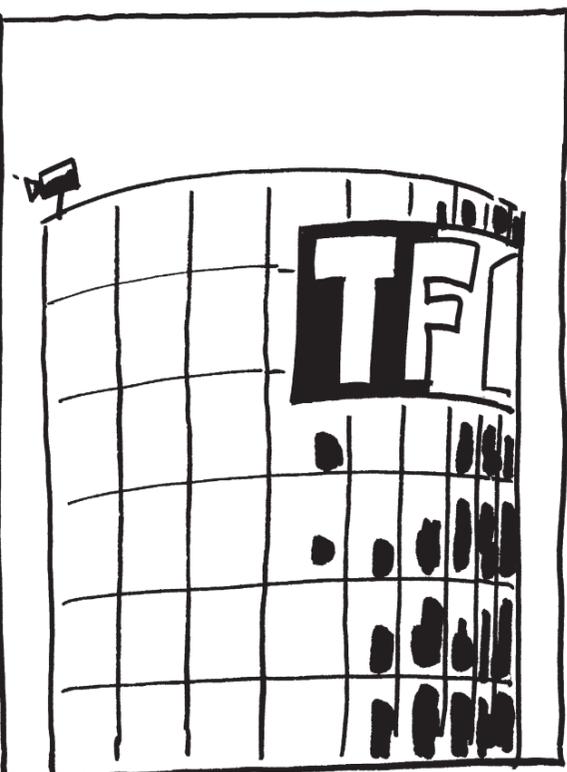
mants, mais surtout des professionnels ayant les moyens d'enquêter, de rédiger, de filmer, de monter les images, de réaliser la maintenance de l'ensemble, etc. Or, étant seuls à disposer de ces moyens, les groupes capitalistes s'approprient la formidable liberté que pourrait représenter Internet. Bien sûr, la dynamique des logiciels libres ouvre une véritable opportunité de progrès en dehors du secteur marchand et toutes ces expériences doivent être encouragées. Mais cela ne saurait suffire pour faire d'Internet un véritable média démocratique.

**Seul un service public de l'Internet pourrait par exemple mettre des outils de publication à la disposition des associations, des partis politiques, mais aussi de travailleurs en lutte ou de populations n'ayant jamais accès à la parole publique. Un tel service public permettrait par ailleurs de financer, selon des logiques échappant aux impératifs de rentabilité à court-terme, la production/diffusion de contenus culturels sous forme multimédia.**

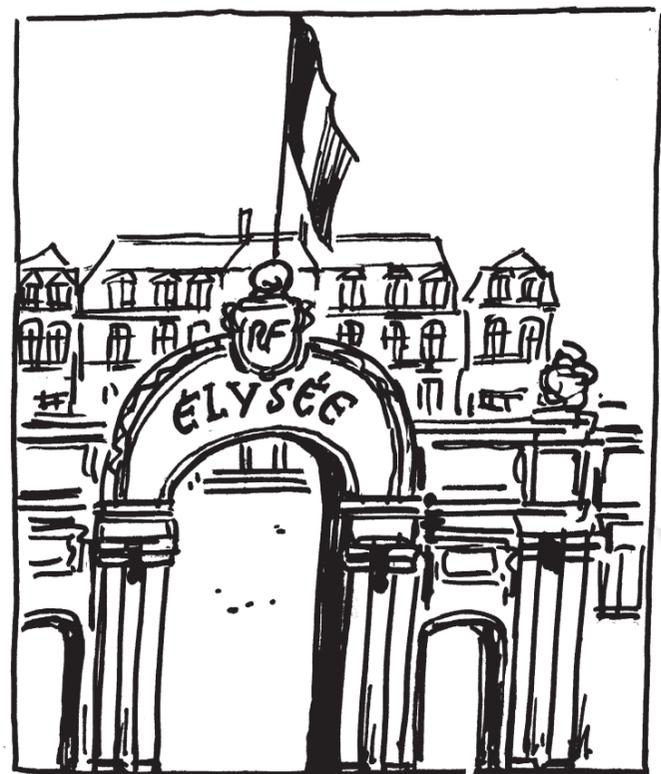
# iments

# SONT À NOUS !

SIÈGE SOCIAL  
DE TF1



SIÈGE SOCIAL  
DE FRANCE 2



-FAJOUR-

## LOI HADOPI ET DROITS D'AUTEUR

La loi Hadopi 2 est censée lutter officiellement contre le piratage et préserver les intérêts des auteurs : elle échoue deux fois. Juridiquement, elle remet en question plusieurs notions essentielles comme la possibilité d'un procès équitable, la présomption d'innocence ou encore la jouissance d'un droit fondamental reconnu par l'Union européenne.

Techniquement, elle est inefficace car l'adresse IP sur laquelle elle repose n'est pas fiable ; il est par exemple possible d'usurper celle d'un réseau Wifi mal sécurisé.

Démocratiquement, elle est dangereuse car elle instaure un système de flicage national de l'Internet ; une surveillance de toutes les communications électroniques (dont les messageries personnelles !) a même été envisagée avant d'être abandonnée

devant le tollé général.

Concernant les droits d'auteur, elle ne permet pas une redistribution plus équitable des richesses, qui restent majoritairement aux mains de l'industrie du divertissement ; pire, au travers d'un amendement, les journalistes qui étaient jusqu'à présent rémunérés à chaque publication sur tout nouveau support pourront dorénavant voir leur travail utilisé à l'envi pour une seule et unique rémunération.

La loi Hadopi 2 ? Elle protège les intérêts des capitalistes, pas ceux des artistes... Le NPA, outre la suppression pure et simple de cette loi, défend l'idée d'une taxation des grands groupes multimédias de manière à financer autrement une culture non soumise à la logique des profits.

## LE CSA OU LA VOIX DE SON MAÎTRE

Le Conseil supérieur de l'audiovisuel (CSA) est, depuis 1989, l'organisme public chargé de contrôler les activités liées à l'audiovisuel (y compris les contenus). Ayant le statut d'« autorité indépendante », cette instance est présentée comme garante du « pluralisme » et de la « démocratie audiovisuelle » en France. Cette démocratie audiovisuelle n'est pourtant que le faux-nez de la domination de la bourgeoisie sur les médias privés et du gouvernement sur les médias « publics ».

Les membres sont nommés, pour une durée de six ans, par les présidents de la République, du Sénat et de l'Assemblée nationale. Les derniers nommés sont évidemment tous des proches du pouvoir sarkozyste, que ce soit Christine Kelly (un moment pressentie au gouvernement) ou Françoise Laborde, l'ancienne présentatrice du JT de France 2 qui, dans son dernier livre, écrivait notamment que les cheminots « défendent leurs avantages »

et « n'ont jamais (...) stoppé (...) les trains de la mort qui emmenaient juifs et résistants vers les camps d'extermination ».

Le président du CSA n'est autre que Michel Boyon, ancien des cabinets Léotard et Raffarin. L'attribution de fréquences reflète également cette mainmise des grands groupes privés sur l'audiovisuel. Lors du passage à la TNT en 2005, des télé associatives comme Zaléa TV ont proposé des dossiers pour acquérir les nouveaux canaux nationaux, mais ce sont les groupes AB et Lagardère qui, en toute « indépendance » du CSA bien entendu, ont emporté le morceau. On voit ainsi ce que vaut le « pluralisme » que cette instance est censée assurer et ce qu'il advient de la « démocratie audiovisuelle » sous contrôle capitaliste.

Le NPA demande le démantèlement du CSA et propose qu'un nouvel organe, sous contrôle des travailleurs des médias et des usagers, soit créé pour réguler l'audiovisuel en France et assurer un véritable pluralisme.

## MISE AU PAS ET PRIVATISATION DE L'AFP

Depuis plus de dix ans, les projets de restructuration de la plus vieille agence de presse du monde se sont succédé au rythme de l'arrivée de PDG nommés par un conseil d'administration aux ordres des grands groupes de presse et de gouvernements qui ne supportent plus les velléités d'indépendance de l'Agence France Presse.

En ligne de mire aujourd'hui, le statut de 1957 qui empêche de transformer l'agence en source de profits pour des capitalistes avides de mettre la main sur une entreprise source d'une grande partie de l'information en France et en Europe. L'AFP, ce sont plus de 2000 salariés qui se battent pied à pied contre le changement de statut, prélude à la privatisation. Le projet est de la transformer en société anonyme dont le capital serait détenu à 100% par l'État. On connaît la chanson, et les exemples de

France Télécom et de La Poste sont là pour nous la remémorer. L'actuel PDG, Pierre Louette, se répand dans les médias contre des salariés jugés conservateurs et privilégiés. Et le ministre Frédéric Mitterrand vient de nommer un groupe de cinq « experts », chargés de réfléchir à l'évolution de l'AFP et piloté par... Henri Pigeat, ancien PDG de l'agence, chassé par les salariés en 1986 après une longue grève. Lesquels salariés ont de nouveau fait grève, en novembre dernier, pour exiger la titularisation des centaines de journalistes et autres salariés précaires qui, depuis des années, collectent et traitent l'information dans le monde entier.

Convaincu que l'« indépendance » invoquée par Louette pour justifier ses projets n'est qu'un trompe-l'œil, le NPA appelle à signer la pétition en ligne ([www.sos-afp.org](http://www.sos-afp.org)) et à rester vigilants.



## MARTINIQUE UNE DÉFAITE ANNONCÉE

**LE 10** janvier en Martinique, comme en Guyane, les électeurs devaient répondre par oui ou par non à la question suivante: «Approuvez-vous la transformation de la Martinique et de la Guyane en une collectivité d'outre-mer régie par l'article 74 de la Constitution, dotée d'une organisation particulière tenant compte de ses intérêts propres au sein de la République?» Les collectivités d'outre-mer disposent d'une plus large autonomie que les départements d'outre-mer, elles sont régies par l'article 74 de la Constitution tandis que les DOM le sont par l'article 73. 54,61% des inscrits se sont déplacés pour voter et le non l'a emporté avec 78,9% des suffrages exprimés. Le résultat était attendu, mais son ampleur étonne. Le peuple a bien senti qu'il s'agissait d'une cuisine mitonnée en dehors de lui par les élus locaux et le pouvoir.

La grève générale de 38 jours en Martinique, en février-mars 2009, en même temps que la Guadeloupe, avait montré le grand mécontentement du peuple et sa détermination. Il avait fait trembler les profiteurs et le pouvoir colonial mais aussi les partis majoritaires de la gauche institutionnelle, le Mouvement indépendantiste martiniquais (MIM) et le Parti progressiste martiniquais (PPM) et le Rassemblement démocratique martiniquais (RDM). À la fin de l'année 2008, ces partis venaient de se lancer dans des conciliabules confus avec le pouvoir pour obtenir une «évolution institutionnelle» dans le cadre des articles 73 et 74 de la Constitution.

Sarkozy, craignant un embrasement généralisé dans ses colonies, a alors sorti le hochet des prétendus États généraux qui permettaient aux profiteurs de désertir les tables de négociation que leur imposaient les travailleurs en grève et aux politiciens de se sortir d'une crise sociale qui les embarrassait.

Au lieu de soutenir les travailleurs en lutte, de reprendre leurs aspirations, ils ont rallié l'initiative du pouvoir. C'était pourtant le moment d'exiger une remise à plat de tous les problèmes et une véritable négociation sur la base du rapport de forces créé dans la lutte et de réclamer une vraie consultation de la population par l'élection d'une assemblée constituante ou institutive.

Au lieu d'adopter cette ligne de lutte avec le peuple et de négociation avec le pouvoir, les partis de gauche majoritaires ont finalement permis à Sarkozy de reprendre la main, d'amuser la galerie avec le débat entre «treizistes» et «quatorzistes» et de sommer les Martiniquais de choisir entre deux articles de la Constitution française dans des termes et des modalités qu'il avait lui-même choisies.

Face à cette péripétie, quid des anticolonialistes et anticapitalistes? Le Groupe Révolution socialiste (GRS) appelait à voter pour l'article 74 mais sans illusion sur le choix entre deux articles d'une Constitution qui se refuse à reconnaître la qualité de peuple aux Martiniquais. Ce n'est que dans la poursuite des luttes dans l'unité que le peuple martiniquais fera avancer ses revendications sociales et démocratiques et que le système colonial pourra être détruit.

Correspondants

## et aussi

**L'ASSIMILATION VICTORIEUSE EN GUYANE.** L'ambiance était morose dimanche soir, parmi les progressistes guyanais. La consultation populaire sur le passage à l'article 74 a révélé un refus très majoritaire des votants - à près de 70% - de doter la Guyane d'une «organisation particulière tenant compte de ses intérêts propres au sein de la République». La campagne pour le Oui, animée par les forces de gauche et la grande majorité des élus locaux et parlementaires guyanais, n'a pas su convaincre la population de l'opportunité d'une plus grande autonomie. Pourtant, l'évolution statutaire a fait l'objet de bien des combats depuis une dizaine d'années. En novembre 2000, plusieurs journées de mobilisation, avec des manifestations importantes à Cayenne, des barrages, des émeutes, une occupation de la préfecture, avaient contraint le ministre des DOM-TOM - des Colonies - de l'époque à ouvrir des négociations. Les arguments démagogiques, et faux, de la droite ont fonctionné: les salaires vont baisser, les allocations vont être

## YÉMEN ET AL-QAIDA LA FUITE EN AVANT D'OBAMA

L'attentat manqué contre le vol Amsterdam-Detroit, le 25 décembre, du jeune Nigérian, Omar Farouk Abdulmutallab, sert de prétexte à la relance d'une propagande américaine justifiant «la guerre contre le terrorisme» et, en particulier, au début d'une offensive militaire des États-Unis au Yémen.

### ÇA CRAINT POUR LE YEMEN



**N**ous allons continuer à utiliser tous les éléments en notre pouvoir pour intercepter, détruire et vaincre les extrémistes qui nous menacent, qu'ils soient d'Afghanistan, du Pakistan, du Yémen ou de la Somalie, ou de partout où ils préparent des attaques contre le sol américain», a déclaré Obama, peu après cette tentative. On est bien loin des propos, tenus le 4 juin au Caire, qui se voulaient une main tendue au monde musulman. Sans doute Obama veut-il imposer son autorité sur l'État et le Pentagone en flattant l'hystérie antiterroriste. Mais il s'agit aussi et surtout de convaincre l'opinion américaine de la légitimité du redéploiement militaire dont le tout récent prix

Nobel a pris la responsabilité. L'affaire rocambolesque de l'attentat manqué est de toute évidence un prétexte qui vient à point nommé. Le jeune Nigérian était connu de la CIA. Son père, riche banquier, ancien ministre, avait lui-même prévenu les autorités américaines, dont la CIA, des tribulations de son fils. Ce dernier a pu, sans aucune difficulté, obtenir un visa pour les USA, puis embarquer sur le vol Amsterdam-Detroit. Ce sont les passagers qui l'ont maîtrisé et leurs témoignages ne correspondent pas au portrait officiel du terroriste aguerri, entraîné au Yémen par Al-Qaida. Les négligences des services de sécurité américains sont telles qu'Obama les a mises publiquement en cause. Façon aussi de donner du crédit à la version

officielle de l'affaire qui alimente la campagne antiterroriste contre le Yémen. En effet, la volonté des États-Unis d'intervenir militairement au Yémen n'a aucun rapport avec l'attentat raté. Elle obéit à une stratégie qu'Obama assume et même amplifie. Le 17 décembre, avant la tentative d'attentat, des raids américains sur de supposés sites d'Al-Qaida ont fait plus de 60 morts, provoquant la colère de la population. Cette offensive américaine, à laquelle s'associe la Grande-Bretagne, vise bien plus à terroriser la population pour essayer d'asseoir l'autorité du dictateur en place qu'à éliminer Al-Qaida. En effet, elle ne peut, au Yémen comme en Afghanistan, qu'alimenter la révolte contre les États-Unis. L'enjeu pour ces

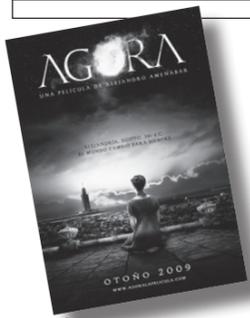
derniers est de s'assurer le contrôle d'une position stratégique de même qu'en Somalie. Le Yémen, un des pays les plus pauvres du monde, dominé par une dictature qui affronte deux rébellions, au Nord et au Sud, est un point primordial pour le contrôle de la péninsule Arabique comme de l'océan Indien. 70 milliards de dollars viennent de lui être octroyés pour lutter contre le terrorisme, en fait pour renforcer la dictature soumise aux intérêts impérialistes contre les révoltes populaires. Le Yémen, mais aussi la Somalie, sont en passe de devenir le troisième front du redéploiement militaire des États-Unis et de leurs alliés.

Yvan Lemaitre

supprimées, la France va nous laisser tomber... Le poète et dramaturge Elie Stephenson, figure de la génération indépendantiste des années 1970, résume: «Plusieurs facteurs ont joué: la politique du revenu facile, la peur du moindre changement, le manque de confiance dans tout ce qui est guyanais, y compris leurs propres enfants et eux-mêmes. On verra dans les mois à venir quel en sera le prix. Le vote de ce soir c'est un oui en fait. Un oui à la servitude.» Un défi reste plus que jamais posé aux organisations sociales et politiques, dont le Mouvement de décolonisation et d'émancipation sociale: comment traduire la colère, qui existe dans de nombreux secteurs de la population, en projet politique d'avenir pour ce pays, dernière colonie sur le continent sud-américain?

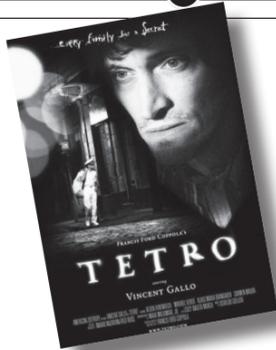
**PRISONNIERS EN LUTTE AU PAYS BASQUE.** Le collectif des prisonniers politiques basques a annoncé le 4 janvier avoir entamé une nouvelle lutte pour dénoncer la politique carcérale des États

espagnols et français. Cette mobilisation (incluant des grèves de la faim) vise à mettre un terme aux multiples atteintes dont sont victimes quotidiennement les prisonniers et leurs familles. Parmi les revendications figurent notamment la libération des détenus ayant accompli leur peine (le nouveau code pénal espagnol aggravant les sanctions pour «terrorisme», près d'une quarantaine de prisonniers basques se sont déjà vu infliger des allongements de peine de manière rétroactive), ceux gravement malades ou pouvant prétendre à une libération conditionnelle, sans oublier l'impossibilité de faire des études dans les prisons françaises ou les fouilles à corps imposées aux familles dans l'État espagnol. Près de 770 prisonniers politiques basques sont actuellement détenus (dont 170 en France), un chiffre jamais atteint depuis 1974. Face à l'aveuglement des gouvernements espagnol et français qui veulent résoudre la question basque par la répression, nous devons affirmer une solidarité totale avec la lutte des prisonniers politiques basques pour le respect de leurs droits.



**CINÉMA**  
**AGORA/Alejandro Amenabar**

Amenabar choisit un cadre et un personnage peu communs pour son dernier film. Hypatie d'Alexandrie, femme, philosophe et astronome dans une cité d'Alexandrie qui, à la fin de l'Empire romain, voit les chrétiens prendre une place de plus en plus importante, puis tout l'espace. Les premières minutes où une rivalité amoureuse se met en place entre un élève de la dame et son esclave personnel, font craindre le pire. Mais ces errements s'effacent vite pour laisser place au véritable propos du film : une dénonciation implacable et sans aucune concession de la religion et de ses consorts, l'obscurantisme et la bigoterie, face à la science et à la philosophie. Amenabar utilise toutes les facettes de son film pour faire passer son propos sans qu'aucune ambiguïté ne puisse subsister. Une réflexion particulièrement bienvenue, spécialement dans un film à grand budget.  
**Aurélien Smirnoff**



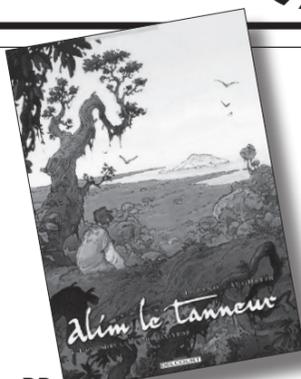
**CINÉMA**  
**TETRO/Francis Ford Coppola**

C'est incontestablement une pièce maîtresse que Coppola nous livre en ce début d'année. Largement autobiographique, le réalisateur des *Parrain* nous propose une œuvre pudique, beaucoup moins spectaculaire que ses films précédents. L'histoire est cornélienne, reprenant des thèmes déjà développés dans *Le Parrain II* (la famille, toujours la famille), le poids d'un père musicien qui écrase toute sa famille, de son frère à ses enfants. Le père superbement joué par le trop rare Klaus Maria Brandauer. Le noir et blanc est de mise avec une recherche esthétique très poussée autour de la lumière. Coppola nous donne également du spectacle dans le spectacle avec des scènes inspirées des contes d'Hoffmann, une scène de ballet magnifique qui résume à elle seule l'histoire dans l'histoire, et enfin un bouquet final opéra.  
**Thibault Blondin**



**MUSIQUES**  
**GLITTER AND DOOM (LIVE)/Tom Waits/ANTI**

Tom Waits représente une des dernières légendes vivantes de la musique ricaine. Surtout connu du grand public pour ses apparitions déjantées dans les films de ses potes (le dj radio hors-la-loi de *Down by Law* de Jim Jarmusch, le goule halluciné du *Dracula* version Coppola ou récemment le satan de *L'Imaginarium du Docteur Parnassus* façon Terry Gilliam), le bluesman qu'il incarne depuis *Closing Time* en 1973, détone toujours au cœur d'un univers artistique de plus en plus formaté. Capable des registres les plus classiques du piano bar autant que des délires expérimentaux surréalistes (*Bone Machine*) – avec au milieu son chef d'œuvre polymorphe (*Rain Dog*) –, ses performances sur scène, trop rares en Europe, se révèlent de grands moments d'incandescence élégiaque. On ne saurait donc trop conseiller ce témoignage récent du phénomène de foire, au sens rebelle et noble, du folklore américain.  
**King Martov**



**BD**  
**ALIM LE TANNEUR/Lupano, Augustin/DEL COURT/12,90 EUROS**

Le quatrième tome de cette série vient de sortir. On peut dire que c'est une réussite car elle réussit à allier scénario intéressant et humour. Elle retrace l'histoire d'un tanneur et de sa petite-fille. Ils retrouvent dans le ventre d'une baleine échouée sur la plage l'armure et les armes du prophète légendaire de la religion de leur empire, censé avoir rejoint le territoire des dieux. Ce serait la preuve que leur prophète n'était qu'un simple humain et que sa mission a échoué ! Ils sont aussitôt pourchassés comme hérétiques car ils risqueraient de remettre en cause toute l'idéologie de leur empire, et doivent s'enfuir aux confins de celui-ci. Cet ouvrage permet de suivre des personnages attachants et met en évidence la possible utilisation de la religion par le pouvoir politique.  
**Sylvain Pattieu**



[www.pourlasuppressionduministere-delidentitenationale.org](http://www.pourlasuppressionduministere-delidentitenationale.org) (en un seul mot)

La création du ministère de l'Identité nationale et de l'Immigration a jeté le trouble dans le pays, en ressortant un jargon stigmatisant les immigrés, en fixant de nouveaux objectifs d'expulsion d'étrangers, et en cautionnant toujours des rafles de sans-papiers, l'enfermement d'enfants dans des centres de rétention, le délit de solidarité, l'expulsion des exilés vers certains pays en guerre au mépris du droit d'asile, la multiplication des contrôles d'identité au faciès ou encore la naturalisation à la carte, préfecture par préfecture, rompant avec le principe d'égalité. Aujourd'hui, un appel pour la suppression de ce ministère est lancé sur le net afin que les habitants, les associations, les partis et les candidats aux futures élections exigent la suppression de ce ministère de l'Identité nationale et de l'Immigration qui met en danger la démocratie. En parallèle, un film intitulé *Le Ministère de la haine, ou les dérives de la République*, visant à mettre en relief la violence et la régression portées par ce ministère, est en préparation et nécessite le soutien de tous les internautes afin qu'il puisse voir le jour et être diffusé.

## EXPO CELTES SANS FRONTIÈRES

Le musée de Saint-Germain-en-Laye présente jusqu'au 26 avril « Golasecca », exposition évoquant « le commerce et les hommes à l'âge du fer (VIII<sup>e</sup>-V<sup>e</sup> siècle av. J.-C.) » dans l'Europe de l'Ouest : Gaulois ou autres, ils étaient tous « sans papiers » !

**S**ans parler du château qui l'abrite, où des rois naquirent (Henri II, Charles IX, Louis XIV) et moururent (Louis XIII), et où se conclurent aussi des guerres et des paix, peu d'institutions semblent aussi intimement liées à l'idéologie de « l'identité » française que le musée d'archéologie nationale (MAN), fondé sous le nom de musée des Antiquités nationales de la France par Napoléon III, qui avait aussi fait ouvrir les fouilles d'Alésia, Gergovie, etc., autant par « celtomanie » personnelle que par souci de battage militarono-nationaliste. Mais, grâce à la qualité et à l'indépendance de ses savants, le MAN s'était vite affranchi de cette hypothèque chauvine, et il est réconfortant d'observer que ses expositions de ces dernières années ont évité tout ce qui aurait pu servir la promotion gouvernementale d'une « identité nationale » xénophobe.



On le constatera mieux encore avec « Golasecca », du nom d'un bourg d'Italie à la limite de la Lombardie et du Piémont, au bord du Tessin, juste au débouché du lac Majeur. Des fouilles y ont révélé, de 1824 à ces dernières années, des sépultures à crémation de la tradition celtique

la plus ancienne (Hallstatt), recelant des objets en métal et céramique de fabrication locale ou de provenance lointaine, indices d'une société commençant à s'urbaniser, à compter des artisans spécialistes et probablement aussi une élite que distinguaient ces objets de luxe. Mais des productions typiques de cette « culture de Golasecca » ont également été retrouvées en Suisse, dans le sud-ouest de l'Allemagne, dans l'est et le centre de la France et jusqu'en Sicile, suggérant l'ampleur des échanges dont la vallée du Tessin fut le passage obligé ou même le foyer. De ces sociétés qui commerçaient ainsi avant la deuxième phase de l'expansion celtique (La Tène), les archéologues ne parlent qu'avec extrême prudence et contre toute idéalisation. Mais à leurs yeux cette dispersion si large d'objets n'a pu se faire sans mélange de populations, mariages « mixtes » et transmission d'usages nouveaux (tel celui du vin chez les buveurs de cervoise et d'hydromel), avec un sens de l'hospitalité que les Celtes tenaient peut-être de leur passé de « bandes d'émigrants », comme disait l'archéologue, Henri Hubert. Seuls des rapprochements minutieux ont permis aux spécialistes italiens, français, suisses et allemands travaillant sur cette culture d'en esquisser cette image vivante à partir de ses sépultures. C'est que « nationale » ou non, l'archéologie est absolument incompatible avec l'esprit de clocher et procède avant

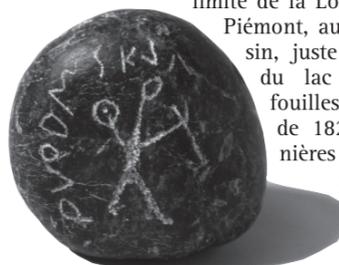


tout par comparaisons. On finira de le vérifier au sortir de cette belle exposition en visitant le reste du musée, dont les très riches collections s'étendent jusqu'à l'Afrique, l'Asie et même jusqu'à la Nouvelle-Guinée.

**Gilles Bounoure**

1. Catalogue du même titre, très détaillé, avec lexique fort utile pour s'initier à l'archéologie.

**Illustrations :**  
Trousse de toilette. Museo civico archeologico «Paolo Giovio», Côme, Italie. © Archivio fotografico musei civici di Como.  
Galet de Briona avec inscriptions. Museo di Antichità, Collezioni Archeologiche San Bernardino in Briona, Turin. © soprintendenza per i Beni Archeologici del Piemonte e del Museo di Antichità Egizie / photo F. Lovera.  
Vases de Golasecca première période. Musée d'Archéologie nationale, château de Saint-Germain-en-Laye. © Rmn / Loïc Hamon





## MARINALEDA

# UN ÎLOT D'ANTICAPITALISME

En Andalousie, le maire et les habitants d'une petite ville ont décidé d'appliquer une politique anticapitaliste. Cet article a été publié pour la première fois dans le quotidien espagnol El Mundo.

### PARADIS INFERNAUX

Les villes hallucinées du néo-capitalisme

SOUS LA DIRECTION DE  
**MIKE DAVIS &  
DANIEL B. MONK**  
LES PRAIRIES ORDINAIRES  
316 PAGES - 22 EUROS



l'essai

**LES MÉDIAS** ont coutume de parler des ghettos urbains à propos des banlieues. L'objet de ce livre est totalement à l'opposé. Il traite, en effet, des nouvelles citadelles construites pour les riches à travers le monde. Au Caire, à Dubaï, Johannesburg, Kaboul, Managua et bien d'autres villes, sur tous les continents, les différents auteurs explorent ces lieux où les milliardaires d'un capitalisme parfois teinté de mafia, laissent libre cours à leur imagination débordante pour créer des quartiers ou des villes entières qui semblent souvent sorties de l'imagination des studios Disney. Par delà l'outrance de ces constructions (villes flottantes, hôtel sous la mer ou en forme de palmier, pistes de skis dans le désert...), le principal intérêt de ces lieux est de poser une frontière quasi infranchissable avec tout ce qui ressemble de près ou de loin à la classe ouvrière, la régulation étatique ou l'espace public. En définitive, les riches n'ont plus à se soucier des pauvres et peuvent enfin se retrouver entre eux et en toute sécurité. Impossible de ne pas se révolter, en lisant cet essai, devant la gabegie assumée de richesses. On comprend dès lors pourquoi tous les sommets de Copenhague ne pourront rien changer à la menace climatique tant que les capitalistes mèneront le monde. On comprend aussi à quel point tous les G20 du monde ne sauraient « moraliser » un système foncièrement amoral. Mais dans le même temps, cette course à la démesure, à l'hyperbole apparaît comme un pathétique besoin de remplir des vies qui n'ont d'autre but que de dépenser les milliards gagnés sur le dos des exploités. Une raison de plus, s'il en manquait, de ne pas se résigner.

Dominique Angelini

À COMMANDER À LA LIBRAIRIE LA BRÈCHE (PORT GRATUIT)  
27 RUE TAINIE 75012 PARIS TÉL. : 01 49 28 52 44 FAX : 01 49 28 52 43  
[www.la-breche.com](http://www.la-breche.com)



Si Marx était vivant, il irait vivre à Marinaleda, une petite ville andalouse des environs de Séville, qui n'a pas été touchée par la crise et dont le maire, Juan Manuel Sanchez Gordillo, est réélu sans discontinuer depuis trente ans. Pour obtenir un tel résultat, l'édile a commencé par l'essentiel : le droit au logement, au travail, à la santé et à l'éducation. « Il nous a fallu trente ans pour arriver là. Pas besoin d'être grand clerc pour comprendre que ce sont nos solutions qui marchent. La spéculation immobilière, elle, ne pouvait rien donner de bon. C'est la cupidité qui a plongé le monde dans la crise. Les gens sont surpris lorsqu'ils voient qu'ici, il n'y a presque pas de chômeurs et que tout le monde a sa propre maison. Mais c'est pourtant ça qui est normal. Ce qui n'a pas de sens, c'est ce qui se fait ailleurs. Et qu'on ne vienne pas me dire que notre expérience n'est pas transposable : n'importe quelle ville peut faire la même chose si elle le souhaite. » Marinaleda est d'ailleurs devenue à la mode : le *New York Times*, qui cherchait à démontrer comment certaines recettes marxistes peuvent fonctionner, lui a consacré un reportage. L'aventure a commencé il y a trente ans, quand les habitants ont décidé d'appliquer à la lettre le slogan « la terre appartient à ceux qui l'exploitent » et de confisquer 1 200 hectares en friche appartenant au

duc de l'Infantado, un coup de force qui a valu aux habitants de Marinaleda plusieurs années de lutte, de manifestations et de batailles judiciaires. « Le taux de chômage était très élevé, le peuple avait besoin de ces terres, explique le maire. Nous les avons utilisées pour construire l'usine de conserve de légumes qui fonctionne toujours et qui a presque permis d'éliminer le chômage. Cela a changé la vie de tout le monde ici. » Le système est simple : les habitants ont créé une coopérative qui ne redistribue pas les bénéfices. « On a tout réinvesti pour créer encore plus d'emplois. C'est aussi simple que cela. Chacun a fait ce qu'il faut pour vivre, c'est tout. » Le salaire des travailleurs (« de tous les travailleurs, quel que soit le poste qu'ils occupent ») est de 47 euros par jour, six jours par semaine, à raison de six heures et demie de travail quotidien – c'est-à-dire 1 128 euros par mois. Mais lesdits travailleurs n'ont pas beaucoup de dépenses, car ceux qui sont inscrits au plan de logement de la mairie paient 15 euros par mois pour leur maison. « Les maisons sont construites sur des terrains municipaux. Celui qui fait la demande s'engage à construire sa propre maison, mais il est aidé par un chef de chantier et un architecte rémunérés par la mairie. Nous avons un accord avec le gouvernement régional d'Andalousie, qui fournit les matériaux. En deux ou trois ans, les travaux sont terminés, la maison appartient à celui qui l'a bâtie, et il n'a plus qu'à payer 15 euros par mois. »

Un prix dérisoire pour une maison de 90m<sup>2</sup> qui peut être agrandie au fur et à mesure que la famille s'agrandit. Le plein emploi et les logements à prix imbattables sont probablement les aspects les plus visibles de la politique municipale, mais Marinaleda réserve d'autres surprises. Par exemple, il n'y a pas de policier. « Nous en avions un, mais nous avons décidé d'économiser ce salaire quand il a pris sa retraite. » N'y a-t-il pas de délinquants à Marinaleda? « Il n'y a pas de vandalisme, par exemple, parce que tout a été construit par les gens du village. Si un jeune ou son père ou un ami a installé un banc, il n'y a pas de raison de le dégrader ou d'y faire des graffitis, non? Le fait que les budgets soient approuvés par tous contribue également à l'absence de délinquance. » La confiance de ses administrés, Gordillo la doit aussi à sa gestion de la mairie. « Avant d'accepter le mandat, nous devons nous engager par contrat à toujours être les derniers à percevoir un quelconque bénéfice. C'est-à-dire que si nous décidons, lors d'une assemblée, d'attribuer de nouvelles maisons et qu'un élu en a besoin, il sera toujours le dernier sur la liste. Pour ce qui est de la rémunération, nous ne touchons rien. Je n'ai jamais rien touché pour faire de la politique. Je suis enseignant, c'est de ce travail que je vis. »

Silvia Grijalba  
(traduction par correspondant)

## boîte à lettres

Pour nous écrire : [redaction@npa2009.org](mailto:redaction@npa2009.org) // NPA, 2, rue Richard-Lenoir, 93100 Montreuil

**FÉMINISTE. (VIA LE SITE):** Je suis une femme et féministe, croyez-le bien. Cependant, je suis également une amoureuse des lettres et de la langue française. Et puis, il y a féministes et féministes : celles qui défendent de vrais droits et celles qui s'acharnent sur des vétilles, pour ne pas dire des bêtises. C'est pourquoi, bien que profondément intéressée par vos bulletins d'informations, par les articles de *Tout est à nous*!, et en général, par toute la « littérature » émanant de votre parti, je ne puis m'empêcher d'être très agacée par la forme que prend souvent celle-ci : je veux surtout parler des fautes de français, et en particulier de cette mode « féministe », qui

consiste à ajouter systématiquement, entre parenthèses, des « e » à tous les substantifs et adjectifs, tels que « amis » ou « chers », par exemple. Ceci alourdit et enlaidit considérablement votre prose, et cela de façon totalement inutile. Puis-je me permettre de vous rappeler qu'en bon français, « ils » s'emploie lorsqu'on parle d'un groupe comprenant des hommes et des femmes, sans que celles-ci soient exclues de la pensée et de l'évocation? [...] Car, sachez-le, en langue française, et cela depuis toujours, les femmes sont des hommes comme les autres. Bien cordialement vôtre.



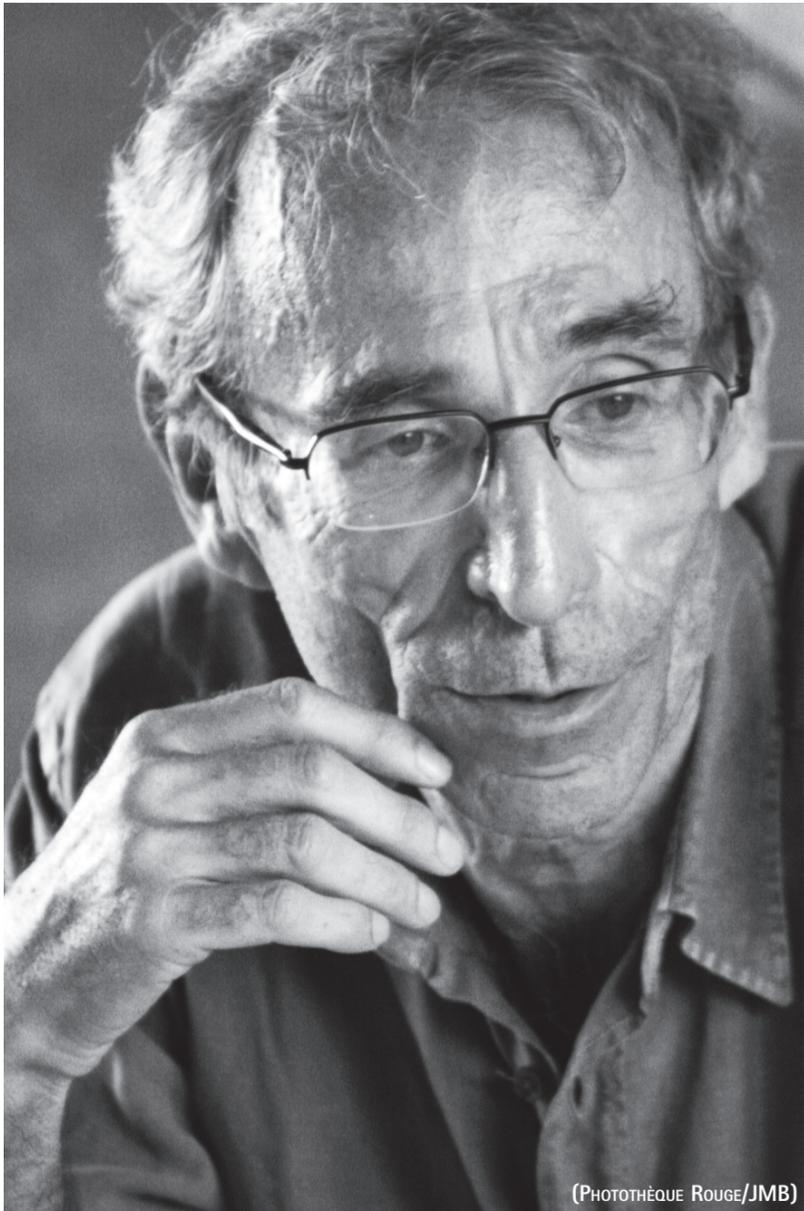
### LE N°6 DE TOUT EST À NOUS! LA REVUE EST DISPONIBLE

Vous pouvez vous le procurer en envoyant un chèque de 4 euros à l'ordre de NSPAC à *Tout est à nous*!, 2, rue Richard-Lenoir, 93100 Montreuil. Pour vous abonner, remplissez le formulaire page 11. Si vous êtes déjà abonné à l'hebdomadaire par prélèvement automatique, pour recevoir la revue, envoyez un courrier à l'adresse indiquée ci-dessus, en rappelant vos coordonnées bancaires et en indiquant que vous souhaitez que votre prélèvement inclut la revue.

**VOUS TROUVEREZ DANS CE NUMÉRO** un dossier sur la souffrance au travail, une interview de Michel Agier, coordinateur de l'appel des chercheurs pour la fermeture du ministère de l'Immigration et de l'Identité nationale, un article sur le fonctionnement des régions, un bilan à chaud du Sommet de Copenhague... et bien d'autres articles encore!



# Daniel Bensaïd nous a quittés



(PHOTOTHÈQUE ROUGE/JMB)

Daniel est parti ce mardi 12 janvier.

C'était un militant, un intellectuel, un camarade, un ami.

Né en 1946, il a mis sa vie au service de la défense des idées marxistes révolutionnaires.

Il avait été l'un des fondateurs des JCR et de la Ligue communiste révolutionnaire. animateur du mouvement de Mai 68, il était de ceux qui avaient un sens très sûr de l'initiative politique. Il avait été l'un des animateurs du mouvement du 22 Mars. Saisissant la dynamique des mouvements sociaux, en particulier le lien entre le mouvement étudiant et la grève générale ouvrière, il était de ceux qui avaient compris la nécessité de construire une organisation politique, d'accumuler des forces pour la construction d'un parti révolutionnaire.

L'intelligence de Daniel, c'était d'allier théorie et pratique, intuition et politique, idées et organisation. Il pouvait, dans le même temps, diriger un service d'ordre et écrire une œuvre théorique. Il fut l'un des inspirateurs d'un combat qui conjugait principes, délimitations politiques et ouverture, rejet du sectarisme. Ses convictions politiques chevillées au corps, Daniel était toujours le premier à rechercher la discussion, à essayer de convaincre, à échanger les positions et à renouveler sa propre pensée.

Participant, de la fin des années 1960 au début des années 1990, à la direction quotidienne de la Ligue, il a joué un rôle décisif dans la construction d'un projet, d'une orientation qui lie acti-

vité quotidienne et tension révolutionnaire. Une bonne partie de son travail théorique et politique est centrée sur les questions stratégiques, sur les leçons historiques des principales expériences révolutionnaires.

Daniel était profondément internationaliste. Il a eu un rôle-clé dans la construction de la LCR espagnole, à l'époque du franquisme. Lors de ces années, Daniel joua un rôle majeur au sein de la IV<sup>e</sup> Internationale, suivant particulièrement la situation en Amérique latine et au Brésil. Il contribua beaucoup à actualiser notre vision du monde, à nous préparer aux bouleversements historiques de la fin des années 1980.

Des années 1990 à nos jours, tout en poursuivant son combat politique, il se concentra sur la réflexion et l'élaboration théorique: l'histoire des idées politiques; «*Le Capital*» de Karl Marx; le bilan du siècle et de ses révolutions, dont, en premier lieu, la révolution russe; l'écologie; le féminisme; les identités et la question juive; l'élaboration d'une nouvelle politique pour la gauche révolutionnaire face à la globalisation capitaliste. Il suivait, régulièrement, les forums sociaux mondiaux du

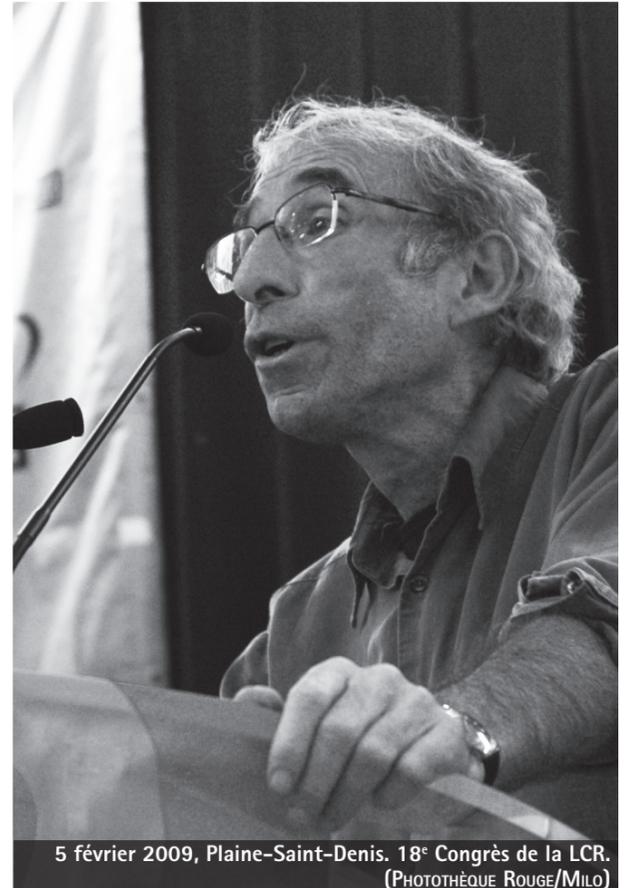
mouvement altermondialiste.

Daniel a assuré la continuité historique d'un marxisme révolutionnaire ouvert, non dogmatique et l'adaptation aux changements de la nouvelle époque, avec toujours pour horizon la transformation révolutionnaire de la société.

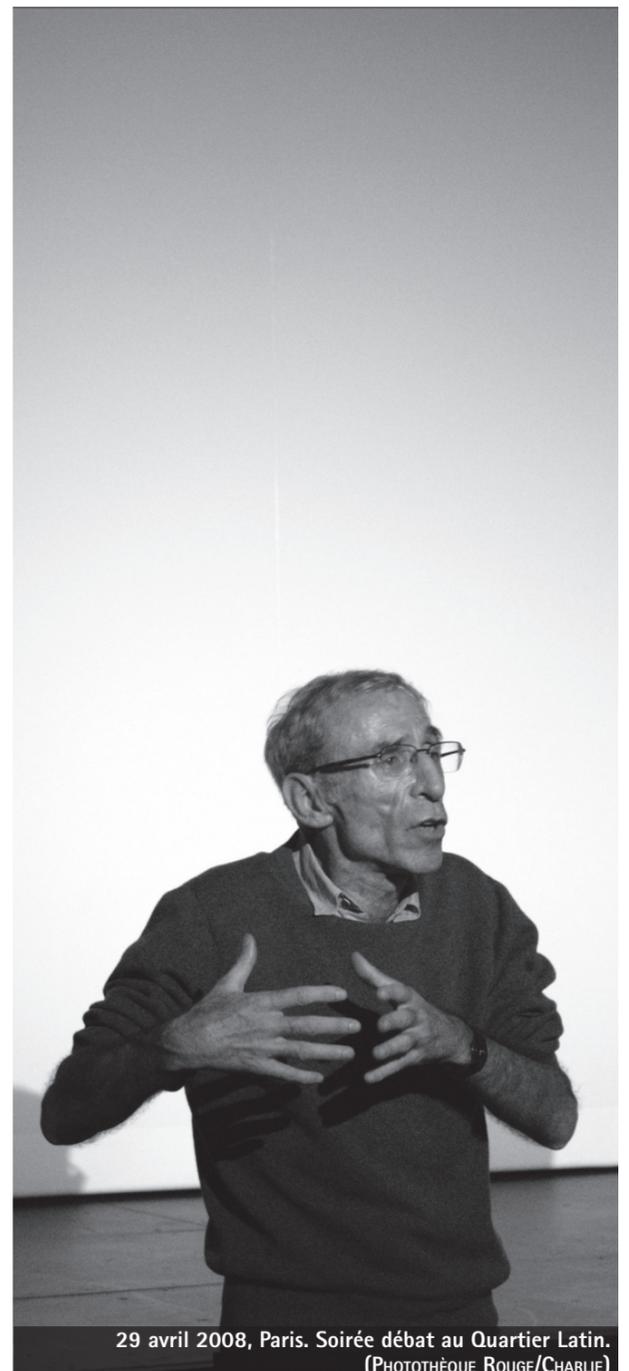
Frappé par la maladie, il la surmonta durant des années, en pensant, en écrivant, en travaillant ses idées, sans refuser ni voyage, ni meeting, ni simple réunion. Daniel s'était donné comme tâche de vérifier la solidité de nos fondations et de les transmettre à la jeune génération. Il le fit de tout son cœur, de toutes ses forces. Ses interventions, à l'Institut international d'Amsterdam, dans les universités d'été de la LCR puis du NPA, ont marqué des centaines de camarades. Passeur de l'expérience de la LCR pour le NPA, Daniel avait décidé d'accompagner le lancement de notre nouvelle organisation, en relançant la revue «*Contretemps*» et en constituant la société «*Louise Michel*», cadre de débat et de réflexion de la pensée radicale.

Daniel, c'est tout cela. Et, en plus, il était sympathique, chaleureux, convivial. Il aimait la vie. Alors que nombre d'ex de 1968 ont tourné casaque, ont abandonné les idéaux de leur jeunesse, Daniel n'a rien lâché, rien abandonné. Il est là, présent!

**François Sabado**



5 février 2009, Plaine-Saint-Denis. 18<sup>e</sup> Congrès de la LCR.  
(PHOTOTHÈQUE ROUGE/MILO)



29 avril 2008, Paris. Soirée débat au Quartier Latin.  
(PHOTOTHÈQUE ROUGE/CHARLIE)